

# Sarkozy, Fillon, Darcos : ce qu'ils disent, ce qu'ils font...

« Les 15 % qui peinent à lire en 6<sup>e</sup> ne souffrent pas de telle ou telle méthode d'apprentissage de lecture, mais de difficultés antérieures, liées à la pauvreté effroyable dans laquelle grandissent 15 % des tous-petits en France », ce rappel un peu brutal de l'économiste Eric Maurin<sup>(1)</sup> est salutaire en ces temps de remises en cause du service public, de l'école primaire, du collège « unique ». Nous le savons, chaque recul sur le chômage, l'emploi précaire, la santé ou la chasse aux sans-papiers fragilise encore des milliers de familles donc des milliers d'enfants. Pas étonnant que le rapport du HCE<sup>(2)</sup> ou la lettre aux éducateurs de Sarkozy fassent systématiquement l'impasse sur les inégalités...



Les remugles du sarkozysme.

**I**ls avancent vite, une idée par semaine : un catalogue quelquefois hétéroclite mais toujours médiatique, du prix des cahiers aux visio-conférences pour une France bilingue (en anglais of course), de la carte scolaire à la charge récente contre le collège unique.

Un chantier par semaine au moins, des annonces de réunions, de concertations, avec Darcos sur le métier, avec Fadela Amara sur un nouveau plan Banlieues et toujours le même scénario : opinion publique, ballon sonde provocateur, « recul » partiel compatible avec les objectifs de la stratégie de Lisbonne et l'obsession de la réduction des coûts.

La lettre de Sarkozy aux éducateurs est un exemple du genre. Adressée aux enseignants mais parlant aux parents, sans une seule mention du socle commun Fillon mais avec une phrase redoutable : « Nul ne doit entrer

en 6<sup>ème</sup> s'il n'a pas fait la preuve qu'il était capable de suivre l'enseignement du collège. Nul ne doit entrer en seconde s'il n'a pas fait la preuve qu'il était capable de suivre l'enseignement du lycée et le baccalauréat doit prouver la capacité à suivre un enseignement supérieur »... et, « non négociable » : la suppression de milliers de postes de fonctionnaires.

Former à niveau plus haut la majeure partie de la population en abandonnant « ceux qui ne font pas la preuve de leur capacité à... », sélectionner, segmenter le système, c'est pour Sarkozy et Darcos la pilule à faire passer dans un pays encore profondément attaché à l'idée d'une égalité par et dans l'école. L'analyse de Samy Joshua<sup>(3)</sup> donne à cet égard des clés de lecture sur ce qui est en train de se jouer.

Xavier Darcos, lors du forum Libération de septembre, annonce la couleur : « Avoir 80 % d'une génération au baccalauréat n'est plus

l'objectif. Aujourd'hui, c'est [porter] 50 % d'une génération au niveau licence qui nous intéresse », et explicite d'une certaine façon sa charge contre le collège unique : il faut bien mener tous les enfants à la scolarisation jusqu'à 16 ans « puisque d'ailleurs c'est la loi » et, pour les 16-25, « penser qu'une majorité ira à bac+2 voire +3 ». Bien sûr, rien n'est dit sur la minorité qui s'arrêtera en route, ceux qui n'ont pas les « talents », le « goût », le contexte familial pour réussir, ceux pour qui le système peut renoncer.

C'était aussi en filigrane la logique du rapport du HCE : 15 % d'élèves en grande difficulté mais le souci majeur doit porter sur les autres, les 25 % d'élèves qu'il faut mettre en situation de tirer profit du collège pour poursuivre jusqu'au bac et au delà pour gagner le pari de l'Europe de la connaissance, faire fructifier le « capital humain » dont a besoin l'économie européenne libérale.

Le corollaire : repérer, détecter le plus précocement possible. Pas de prévention annoncée, mais une réduction des moyens d'aide, un recul historique de la scolarisation des deux et trois ans, au même moment où Darcos demande un rapport pour repérer les situations d'illettrisme dès la maternelle (!!!) et déclare envisager « une évaluation en grande section de maternelle »

## Une politique cohérente et déterminée

C'est une vraie rupture que va vivre le système éducatif au travers de modifications

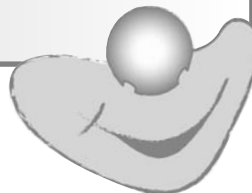
## Rapport HCE : étonnantes cohérences...

**L**e premier rapport annuel du HCE est tombé à point nommé pour le gouvernement : une remise en question sévère de l'école primaire, appuyée sur des constats avérés de difficultés de l'école à enrayer l'échec mais forçant le trait de manière caricaturale : 15 % d'une classe d'âge pour qui « un parcours scolaire au collège (est...) impossible », seuls 60 % des élèves réussissent à l'école, 25% « sont condamnés à une scolarité difficile au collège et à une poursuite d'étude incertaine au-delà ».

Rien sur les ZEP ni les RASED<sup>(1)</sup>, une ode aux « autres formules en Europe, destinées aux tous jeunes enfants avant l'école élémentaire » et une véritable provocation sur les moyens : les ressources humaines « sont disponibles, puisque depuis trente ans, l'évolution démographique a entraîné une légère baisse des effectifs moyens par classe, et surtout une forte augmentation du nombre de maîtres sans classe ».

Le tout sur fond d'évaluations systématisées et de dénonciation « d'un pilotage de proximité très insuffisant » causé par « l'émiettement en petites structures »... autre heureux hasard pour Darcos au vu de sa déclaration sur les EPEP ?

1) Réseau d'Aide et de Soutien aux Elèves en difficulté.





## 1<sup>er</sup> degré : la vérité sur les comptes !

profondes portant à la fois sur les structures, les objectifs assignés, l'avenir scolaire de tous... C'est sur son affaiblissement constant ces dernières années (sortants sans qualification, échec scolaire récurrent dans les secteurs défavorisés, inégalités croissantes entre établissements...) que s'appuient les nouvelles régressions et la poursuite de la bataille idéologique de ce gouvernement (mérite, individualisation des parcours et des objectifs, autonomie et concurrence...). L'annonce de la suppression de plusieurs milliers de postes (d'administratifs et d'enseignants) concomitante à celle d'une « concertation » sur le métier d'enseignant, la cohérence des deux aspects développée par Sarkozy et Fillon ont conduit à des réactions unitaires des organisations syndicales, de parents et des mouvements pédagogiques, mais on en reste encore à la perspective d'une campagne d'opinion (sans outils !) et à la nécessité d'une « initiative d'ampleur » non datée...

### Les suppressions de postes ne leur suffisent pas

Si la suppression de postes - surtout de fonctionnaires d'état - est essentielle comme levier de mobilisation, elle ne suffit pas parce que, pour Sarkozy ou Fillon, elle n'est qu'un des éléments de leur politique. Ils savent qu'ils devront faire fonctionner le système assez efficacement pour répondre aux besoins économiques européens (l'OCDE considère que la France est en retard), et qu'il devra fonctionner, au moins pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés, sur fonds publics (cela n'intéresse pas en terme de rentabilité les capitaux privés). Ils savent que la question n'est pas tant le nombre d'emplois (le H/E<sup>réel</sup> est une réalité difficilement contournable sauf à monter les effectifs à 40 ou 50 par classe) que la possibilité de mise en concurrence et de gestion calquée sur le marché qui impose de libérer les capacités d'embauches et de licenciements, d'où l'attaque spécifique sur les fonctionnaires et le statut, les CDI Fonction Publique, l'accroissement jamais vu de la précarité. C'est la même logique qui pousse aux annonces de crédits différenciés par établissements suivant les projets pédagogiques.

Certes, ils ont besoin d'afficher pour leur électoralat une nouvelle et importante phase de réductions des dépenses publiques mais ils auraient pu continuer à le faire (comme leurs prédécesseurs) sans mener tambour battant la campagne pour une refondation (libérale) de l'école.

Ce n'est pas seulement l'objectif de suppressions de postes qui justifie la libéralisation de la carte scolaire, les EPEP, le socle com-

Le gouvernement annonce la création de 700 postes pour 37 800 élèves supplémentaires au budget 2008 : un affichage en « positif » et pourtant la situation n'est pas vraiment différente de celle du 2<sup>nd</sup> degré et de ses milliers de suppressions.

La publication du premier rapport annuel de performance (RAP) éclaire sur le tour de passe-passe : en 2006, le projet de loi de finance annonçait 710 créations d'enseignants pour 49 900 élèves en plus, mais le RAP fait apparaître 1 815 ETPT (équivalents temps plein travaillés) qui n'ont pas été consommés !

En mode LOLF, on détermine un plafond d'emplois et un plafond de dépenses. Dans le RAP 2006, le plafond d'emplois est loin d'avoir été dépassé (- 1 815) alors que le plafond de dépenses a, lui, été atteint (cela peut s'expliquer par exemple par le coût d'un enseignant qui n'est pas le même selon qu'il est en début ou en fin de carrière).

mun ou la remise en cause du collège « unique », mais l'objectif paradoxal de continuer à qualifier à hauteur du bac une partie importante de la population et d'organiser plus fortement sélection et relégation. Ils sont même prêts cyniquement à prévoir des mesures « coûteuses » dans les banlieues si elles donnent une garantie de maintien de l'ordre social, en témoignent les annonces sur l'accompagnement éducatif dans les réseaux Ambition-Réussite<sup>6</sup>.

Pourtant, entre sélection généralisée et maintien du consensus social, Sarkozy doit faire face à de réelles contradictions. L'aspiration des familles populaires à l'éducation reste trop forte en France pour assumer une remise en cause frontale du collège pour tous, une école « séparée » très tôt. De là, les perspectives de « diversification des parcours personnels » et de développement d'une ségrégation interne plus souterraine (les cercles concentriques du socle commun) mais aussi l'échec constaté de l'apprentissage-junior.

### Des mesures éclatées à effet différé.

On l'a vu en 2003 avec la décentralisation des TOS qui ouvrait la fragilisation des emplois statutaires, on l'a vu aussi avec la transformation des MI-SE en AE, l'extension du recru-

tement d'AE aux AVS<sup>6</sup>, la publication du texte sur les assistants pédagogiques... autant d'adultes non statutaires sur des missions éducatives ou pédagogiques.

Même chose avec l'autonomie accrue de l'Université qui, en plus d'avancer sur une mise en adéquation avec l'économie, se traduira surtout par une mise en concurrence généralisée des établissements et même des territoires. Dans les lycées et collèges, l'autonomie peut aussi très vite se transformer en une vraie concurrence entraînant même une décomposition des solidarités. C'est un des enjeux importants des « concertations » sur le métier d'enseignant

Et la question de la libéralisation de la carte scolaire n'est pas mineure du point de vue d'un renforcement de la concurrence entre établissements plus que sous celui du consumérisme parental des classes moyennes-supérieures.

Tous les outils ou presque (sauf les EPEP, mais pour combien de temps ?) sont maintenant en place. Nous payons cher les dernières années sans mobilisations à la hauteur, la division primaire/secondaire, l'absence d'analyses syndicales sur ce qui se joue en profondeur. Il va falloir bien sûr continuer de répondre au cas par cas (au coup par coup ?) mais nous n'en sommes plus aux craintes et inquiétudes : les organisations de l'éducation ne peuvent plus se permettre de tergiverser, de se contenter de maintenir leur « reconnaissance institutionnelle » devant la situation. Quel autre choix que de décider enfin et pour de bon de reprendre l'initiative, de se donner les moyens d'outiller, de convaincre, de mettre enfin en place campagne d'opinion et plan de mobilisation? ●

ISABELLE SARGENI-CHETAUD

### Plan Banlieues (sans Neuilly...)

« Il faut casser le processus de la glandouille » des jeunes, déclare Fadela Amara, secrétaire d'Etat à la politique de la Ville. Une fois de plus, la responsabilité est renvoyée aux individus, à leur absence de volonté plus qu'aux situations inadmissibles de creusement des inégalités, de problèmes généraux de formation et d'emploi.

Il faut donc occuper les jeunes pour qu'ils ne traînent plus en bas des escaliers (de nouveaux contrats aidés dérogatoires ou stages divers et variés en perspective ?), permettre aux « plus méritants » d'en sortir (des quartiers), argument déjà entendu sur la carte scolaire... et apprendre aux autres le respect : on pense même à une journée comme pour la fête de la musique. C'est curieux, c'est toujours aux pauvres qu'on veut apprendre la citoyenneté, le respect...

1) Voir Télérama n°3007.

2) Haut Conseil de l'Éducation, organisme consultatif, institué par la loi d'orientation en 2005.

3) Voir page 12 de cette revue.

4) H/E = nombre d'heures par élève.

Rapport qui sert à calculer le nombre d'heure (et donc d'enseignants) attribué aux établissements.

5) Voir page 28.

6) MI-SE = Maître d'internat-Surveillant d'Externat ;

AE = Assistant d'éducation ;

AVS = Auxiliaire de vie scolaire.